



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N°55 - vendredi 24 juin 2011

Dans ce numéro :

- Contre le pacte des Etats et des banques...

Contre le pacte des Etats et des banques...

Mardi 21 juin au soir, des milliers de manifestants massés autour du Parlement, place Syntagma à Athènes, ont accueilli le vote de confiance des députés grecs au premier ministre Papandréou aux cris de « *Voleurs, voleurs !* ». Ce vote était une des conditions posées par l'UE, la BCE et le FMI pour débloquer une nouvelle tranche de 12 milliards « d'aide » devant soi-disant permettre à la Grèce de surmonter une nouvelle attaque spéculative sur sa dette. Fort de son succès et après avoir fait matraquer les manifestants par la police, Papandréou vient de lancer dare-dare la mise en œuvre de la deuxième condition de la « troïka » EU-BCE-FMI : le vote d'un nouveau plan de rigueur, le deuxième en un an, qui prétend économiser 28 milliards d'euros d'ici à 2015 et dégager 50 milliards d'euros de recettes de privatisations, la grande braderie. A quoi les syndicats répondent en appelant à une nouvelle grève générale les 28 et 29 juin, tandis que l'Assemblée populaire de la place Syntagma appelle à bloquer le Parlement ces mêmes jours.

Commencée il y a un an par des mouvements de grève générale et des manifestations massives organisés par les syndicats, la contestation de la politique de Papandréou et de la « troïka » a débouché, il y a maintenant un mois, sur une mobilisation massive de la jeunesse, des « indignés » qui ont fait de la place Syntagma une nouvelle place Tahrir. Aux discours cyniques des gouvernants qui invoquent la nécessité d'un nouvel « effort » pour « sauver » le pays, les « indignés » répondent : « *Qu'ils s'en aillent tous !* », « *La dette n'est pas la nôtre. Démocratie directe, maintenant ! Égalité, justice, dignité !* »...

Le même jour, les dirigeants de l'Union européenne discutaient d'un « pacte pour l'euro » qui vise à donner une cohérence européenne à la politique des banques et des Etats qui les servent. Cette cohérence concerne bien évidemment la mise en œuvre, dans toute l'Europe, de façon concertée, des mêmes mesures d'austérité : coupes sombres dans les allocations sociales, les pensions, les services publics, flexibilisation du marché du travail... 45 000 manifestants ont défilé dimanche 19 juin dans les rues de Madrid, à l'appel des « indignés » et de certains syndicats, pour dire leur opposition à ce pacte qui octroie à la Commission européenne, sous prétexte de donner à l'Union européenne une « gouvernance économique », le pouvoir de contrôler et d'imposer aux États ces politiques de rigueur. C'est un pas de plus vers la soumission des Etats au pouvoir des banques dont la Commission européenne et la BCE sont les représentants directs. Un pas de plus dans un processus qui, pour éviter l'éclatement de l'Europe sous la pression d'intérêts nationaux contradictoires exacerbés par la crise, renforce le pouvoir des classes dominantes des pays les plus puissants, l'Allemagne et la France.

Ce « pacte » est un volet de la politique par laquelle les dirigeants de l'Union européenne, de la BCE et du FMI tentent de maîtriser une crise de la dette qui est loin de se cantonner à la seule Grèce, mais menace toute l'Europe et bien au delà. D'où l'inquiétude des classes dominantes qui veulent éviter un défaut de paiement de la Grèce qui par effet domino provoquerait un nouvel épisode aigu de la crise financière.

Le cercle vicieux d'une politique au service des banquiers

Il y a maintenant un peu plus d'un an que la crise mondiale est entrée dans sa phase actuelle. Pour sortir le système financier et les grands groupes industriels du marasme dans lequel l'effondrement financier de 2007-2008 les avait

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

plongé, les Etats leur ont versé des centaines de milliards, pris sur des caisses publiques déjà fortement endettées. La crise de la dette privée s'est transformée en crise de la dette publique, menaçant d'abord la Grèce, puis l'Espagne, le Portugal, l'Irlande.... Depuis, on voit s'enchaîner, comme dans un mécanisme bien huilé, les attaques spéculatives des marchés, puis la réponse de l'UE, de la BCE et du FMI qui, sous prétexte de « *rassurer les marchés* », distribuent de nouveaux milliards aux banques, milliards qu'ils prétendent faire payer aux populations par de nouveaux plans d'austérité, puis enfin une courte « accalmie »... qui débouche sur une nouvelle charge spéculative relançant le processus pour un tour...

Les profits des principaux responsables de la spéculation sur la dette des pays européens, au premier rang desquels se trouvent les grandes banques allemandes et françaises, y trouvent certes leur compte. Mais le fait est que la situation financière et économique ne cesse d'empirer et que la crise de la dette, non seulement ne prend pas fin contrairement aux promesses des dirigeants européens, mais menace au contraire de s'étendre. Dans la zone euro, la Grèce n'est toujours pas à l'abri d'une faillite ; la « rechute » guette le Portugal, l'Irlande, l'Espagne ; et les cibles suivantes pourraient être l'Italie, la Belgique, la France... La Grande Bretagne est elle aussi lourdement endettée, ce qui a servi de prétexte au gouvernement pour lancer un plan d'austérité particulièrement réactionnaire.

Quant aux États-Unis, leur économie continue de stagner malgré les centaines de milliards d'argent public qui ont été consacrés à la « relance » et leur capacité à couvrir leur dette pharamineuse, plus de 14 mille milliards de dollars, commence à faire l'objet de craintes auprès de leurs créanciers et des agences de notation. Ainsi, au début du mois de juin, l'agence de notation Moody's estimait qu'il y a « *un risque très faible mais croissant de défaut passager* » des Etats-Unis sur leurs obligations. « *Risque très faible* » qu'une faillite de la Grèce et l'effet domino qui menace de suivre pourrait bien transformer en réalité... C'est certainement ce qui explique qu'Obama multiplie les déclarations pour inciter l'Union européenne à tout faire pour éviter la faillite de la Grèce.

Le mensonge de tous ceux qui prétendent que la politique de protection de la finance aux frais des caisses des États est la seule façon de sortir du cercle vicieux de la crise s'étale au grand jour. Face à ces mensonges, face à l'injustice sociale insupportable qui en résulte, partout, à des degrés divers, les plus résolus clament leur colère et leur soif de dignité, exigent la démocratie, la liberté, la justice sociale.

Ils mettent dans le même sac les partis de gouvernement qui ne se succèdent aux affaires que pour mener la même politique de cadeaux à la finance et de régression sociale. De droite comme de gauche, ces partis se retrouvent côte à côte, dans une union sacrée de fait, pour tenter d'imposer, coûte que coûte, les dictats des banquiers et faire face à une contestation sociale grandissante. Comme se retrouvent côte à côte, à l'échelle européenne dans le cadre des plans « d'aide » et du pacte pour l'euro, et plus largement par le biais du FMI, tous les États des grandes puissances pour protéger les banques des conséquences de leurs propres jeux spéculatifs et faire payer la facture aux populations.

Mais ce front de classe des serviteurs de l'oligarchie financière doit faire face à la contestation grandissante des travailleurs et de la jeunesse, une contestation qui s'émancipe des cadres institutionnels et des frontières. Tout comme il se trouve confronté aux conséquences économiques et financières de sa propre politique : crise de la dette auto entretenue par la politique censée y mettre fin, spéculation sur les matières premières, récession chronique entretenue par des plans d'austérité à répétition...

Une perspective que vient de confirmer un rapport de l'ONU sur la situation sociale dans le monde, paru mercredi 22, qui note : « *Les politiques d'austérité économiques appliquées ont des impacts négatifs sur les populations spécifiquement en matière de nutrition, de santé et d'éducation [...] La déconnexion entre les politiques économiques et leurs conséquences sociales peuvent créer un cercle vicieux et un ralentissement du développement et du progrès social* », avant de conclure « *Les gouvernements qui persistent dans les coupes budgétaires des services sociaux augmentent les risques de crise économique au moment où les populations ont le plus besoin de protection et d'emplois* ». La menace d'une nouvelle crise globale se profile.

« La tentation de la démondialisation »...

Il y a quelques années, pour les chantres de la politique libérale, la mondialisation, c'était la « *mondialisation heureuse* ». Mais, avec la crise, la « *mondialisation heureuse* » s'est muée en son contraire... Confrontés aujourd'hui à une crise politique profonde et au risque d'un nouvel effondrement financier, les mêmes se prennent à douter, se laissant aller, pour certains, à « *la tentation de démondialisation* », selon le titre d'un article paru dans le numéro de juin d'*Alternatives économiques*.

La « *mondialisation* » est remise en cause en tant que « *modèle de développement* ». Un bilan est tiré de ses avantages et de ses inconvénients, selon, entre autres, les critères suivants : la rentabilité financière, les effets sur l'emploi, les conséquences sur la démocratie. Bilan qui s'avère plutôt négatif...

Les profits tirés par les multinationales américaines et européennes de l'exploitation de la main d'œuvre des pays émergents seraient en train de s'amenuiser, du fait de l'augmentation du coût de transport des marchandises pour cause de spéculation sur les prix du pétrole, mais surtout du fait des augmentations de salaires arrachées par les luttes des travailleurs...

La question de l'emploi est une question politique centrale. Le chômage, qui n'a cessé de croître dans les vieux pays

industrialisés, du fait des délocalisations, des fermetures d'entreprises considérées comme non rentables par les investisseurs face à l'eldorado des pays émergents, est une des causes principales de la contestation sociale, de la crise politique qui frappe le pouvoir des classes dominantes. Sans oublier les conséquences économiques : plus de chômage, c'est moins de pouvoir d'achat, moins de demande, une source de récession économique...

Enfin la mondialisation a eu pour conséquence la constitution de groupes financiers et industriels, de multinationales dont la puissance financière et politique dépasse celle des États. Ces derniers se trouvent ainsi soumis aux dictats des marchés et de la finance internationale. La démocratie dont ils sont censés être les garants entre en contradiction avec la politique qu'ils sont contraints de mener du fait des exigences des marchés et connaît reculs sur reculs...

Ce sont ces mêmes arguments que les partis souverainistes de droite et d'extrême droite, dont le FN en France, mettent en avant pour justifier leur programme de retour à une souveraineté nationale. La sortie de l'Euro permettrait à l'État de mener une politique monétaire adaptée à la situation économique... Un protectionnisme, plus ou moins « concerté » entre les pays, permettrait de faire face aux méfaits de la concurrence et aux déséquilibres dus aux écarts de productivité et de coût du travail... Des relocalisations industrielles massives mettraient fin au chômage... Et, concernant les aspects démocratiques, la reprise de souveraineté des États-nation en serait le garant en quelque sorte naturel...

Cette politique, dont certains aspects, comme la sortie de l'Euro et le retour à une souveraineté nationale sont aussi portés par certaines économistes et responsables politiques se revendiquant de la gauche radicale, n'est qu'un miroir aux alouettes, une tentative démagogique de dévoyer le combat de tous ceux qui se lèvent contre la crise, l'austérité, le chômage, l'arbitraire des pouvoirs en place, de Tunis à Athènes en passant par le Caire, Madrid, Londres..., dans une une impasse réactionnaire dangereuse.

Certes, la politique de rapine de l'oligarchie financière que constitue la mondialisation libérale est sans aucun doute responsable de la crise globale dans laquelle nous sommes empêtrés. Mais les raisons profondes de cette crise ne sont pas dans l'éclatement des structures nationales du capitalisme du 20^{ème} siècle, elles sont dans les contradictions qui sont au cœur du capitalisme lui-même. Contradictions qu'un retour vers un capitalisme « national » ne peut en aucun cas résoudre. Loin de protéger les travailleurs, elle les enfermerait dans le carcan national à la merci du patronat comme de la concurrence internationale à laquelle personne ne peut échapper.

La crise des déficits et de la dette, la crise de l'économie d'endettement généralisé...

La mondialisation libérale, qui commence au début des années 1980, résulte de la nécessité, pour la grande bourgeoisie internationale, de sortir de la crise des années 1970. La politique réactionnaire de Reagan et Thatcher, l'alignement du gouvernement d'Union de la Gauche, en France, sur cette politique, ne résultent pas de choix arbitraires entre plusieurs « modèles de développement » possibles, mais sont la mise en œuvre politique de la volonté du grand patronat de lancer une offensive généralisée contre les travailleurs pour restaurer leurs taux de profit. De la même façon, la crise globale actuelle sur laquelle a débouché une trentaine d'années plus tard cette mondialisation libérale ne vient pas d'une « erreur » de stratégie initiale, du mauvais choix d'un « modèle de développement ». Elle vient de l'évolution du capitalisme lui-même, soumis à ses propres contradictions... et à la lutte des classes.

Au cœur de ces contradictions, il y a la nécessité pour les détenteurs du capital d'anticiper la réalisation de la valeur des marchandises, la vente à travers laquelle se réalise la plus-value, le profit. Le capital investi dans une production n'est récupéré que lorsque la marchandise est vendue. Et c'est seulement à ce moment-là que l'on sait si un profit est réalisé ou pas, en fonction de l'état de la demande solvable, de la pression de la concurrence.

Le crédit permet aux capitalistes d'anticiper, de fait de spéculer sur la vente future des marchandises, et ainsi de disposer des capitaux nécessaires à leur production ou à des spéculations aujourd'hui le plus souvent purement financières. Les banques sont ainsi au cœur du fonctionnement de tout le système économique, aspirant, par les intérêts, une partie des profits réalisés tout comme elles récupèrent par le biais des prêts aux consommateurs une partie des salaires et par celui de la dette publique une part toujours plus grande du produit de l'impôt.

Le crédit semble donner aux capitaux le pouvoir de créer de la valeur du seul fait de leur circulation, en empruntant de l'argent pour le prêter à des taux plus élevés, en spéculant sur la monnaie, sur les actions ou les titres de dette publique, sur les matières premières, etc. Le développement effréné du crédit, la spéculation généralisée, accumulent des masses de capitaux qui n'ont aucun équivalent en termes de valeur réelle, de travail accumulé. Ces bulles spéculatives finissent par exploser, des milliards partent en fumée du jour au lendemain. La mécanique du crédit s'enraye, et les États deviennent des derniers garants d'un système financier sans amarre, incapable de faire face à la spirale de l'émission de crédits pour payer d'autres crédits, aux milliards d'actions et d'obligations pourries.

Mais la situation est sans issue. Les États sont eux-mêmes endettés auprès de ces mêmes banques que leur politique tente de sauver, les finances publiques entrent elles-mêmes dans la spirale infernale de la dette. Et, paradoxe fou, ils deviennent débiteurs à l'égard de ceux auxquels ils donnent l'argent qu'ils leur ont emprunté !

Confrontés à une exacerbation de la crise qui menace d'entraîner les banques européennes, et dans leur sillage l'ensemble du système financier international, ils n'en poursuivent pas moins leur politique, devenant prêteurs en

dernier ressort, ne maintenant les dividendes des rentiers qu'en réduisant à la misère et au chômage ceux qui produisent, par leur travail, les seules véritables richesses.

Cette folie a une logique : la crise des déficits s'aggrave, un nouvel effondrement financier généralisé devient de plus en plus probable. Et c'est cette folie qu'il faut arrêter.

On ne peut bien évidemment pas compter pour cela sur les promesses de « gouvernance mondiale » que nous font FMI et dirigeants du G20. La concurrence entre les multinationales, accentuée par la crise, rend illusoire une telle perspective. C'est la loi du plus fort qui s'impose.

Et la solution n'est bien évidemment pas non plus dans un retour en arrière dans le giron des États nationaux. Les bouleversements que la mondialisation libérale a apportés dans la division internationale du travail, l'imbrication des liens financiers, font qu'un tel retour ne pourrait se faire, dans le cadre d'un capitalisme « national », qu'au prix d'un recul social et économique important. Ce recul entraînerait inévitablement la poursuite des reculs des droits démocratiques et sociaux, contrairement aux affirmations de ceux qui voudrait faire croire que l'État serait, par nature, le garant de la démocratie, arbitre au-dessus des classes, faisant régner l'harmonie et l'équité sociale...

Pour un front des travailleurs contre l'austérité et pour l'annulation de la dette

La solution est ailleurs. Elle est dans le dépassement par le haut d'une mondialisation qui, si elle a conduit le monde à la crise, a aussi mis en place les conditions matérielles et humaines de ce dépassement : multiplication des réseaux de communication et d'échange ; nouvelle division internationale du travail qui établit, par-dessus les frontières, la coopération de milliers de travailleurs ; transformation de millions de paysans pauvres, vivant dans les conditions les plus précaires, en prolétariat industriel, accédant aux techniques les plus modernes et s'ouvrant à une nouvelle conscience de classe.

C'est cela qui fait que les manifestants de Tunis, du Caire, de Madrid, d'Athènes, etc., sont conscients de mener un même combat, contre le même ennemi : les financiers qui règnent sur le monde et les gouvernements qui les servent. Et pour les mêmes exigences : le refus des plans d'austérité, l'annulation de la dette, la liberté, une véritable démocratie...

C'est ce que résume la déclaration adoptée, le 28 mai, par l'Assemblée populaire de la place Syntagma, à Athènes : *« Depuis longtemps, on prend des décisions pour nous, sans nous. Nous sommes des travailleurs, des chômeurs, des pensionnés, des jeunes... Nous sommes venus sur la place Syntagma pour lutter pour nos vies et pour notre futur. Nous sommes ici parce que nous sommes conscients que les solutions à nos problèmes ne peuvent venir que de nous-mêmes. Nous faisons un appel à tous les Athéniens, travailleurs, chômeurs et jeunes, pour qu'ils viennent à Syntagma et pour que toute la société remplisse les places et prenne sa vie entre ses mains. Là, sur ces places, nous donnerons forme à nos pétitions et revendications. Nous lançons un appel à tous les travailleurs qui vont faire grève à l'avenir pour qu'ils viennent et restent à Syntagma. Nous ne quitterons pas les places tant que ceux qui nous ont amenés à venir ici ne seront pas partis : le gouvernement, la Troïka (FMI, Banque mondiale, Union européenne), les banques et tous ceux qui nous exploitent. Nous leur envoyons un message : la dette n'est pas la nôtre. Démocratie directe, maintenant ! Égalité, justice et dignité ! On ne perd une lutte que lorsqu'on ne la commence pas ! »*

Cette déclaration constitue l'appel à la constitution d'un front des opprimés, seul capable d'imposer, par ses luttes, le retrait des plans d'austérité, l'annulation de la dette, et au-delà, pose la question du pouvoir, de qui décide, des banquiers et des gouvernements en banqueroute, ou « des travailleurs, des chômeurs, des pensionnés, des jeunes ».

Elle résume les éléments de l'alternative politique à laquelle conduit la situation de crise de la mondialisation libérale, et c'est bien dans cette perspective que se place le NPA.

La question sociale et la question démocratique sont indissociables. Dans la situation de crise actuelle, la lutte pour les exigences sociales et démocratiques les plus élémentaires se heurte immédiatement au pouvoir des classes dominantes. Aller jusqu'au bout de ces exigences –mettre fin aux plans d'austérité, imposer l'annulation de la dette... –, en mettant en cause le pouvoir de classe de l'oligarchie financière, met à l'ordre du jour la question de son remplacement, la question de la mise en place d'un gouvernement démocratique des travailleurs, émanant des multiples structures nées au fil des luttes pour les organiser, les diriger, les coordonner. Un tel gouvernement, s'appuyant sur le contrôle exercé par la population, sur ses mobilisations, pourrait alors prendre toutes les mesures qui s'imposent pour mettre fin à la dictature de la finance sur l'économie, en expropriant les banquiers pour constituer un pôle public bancaire placé sous son contrôle...

Ce sont ces exigences et ces perspectives que le NPA défend partout, dans les entreprises et les quartiers, les syndicats, les confrontations politiques et qu'il défendra dans les campagnes électorales à venir. C'est autour d'elles, en les soumettant au débat démocratique, qu'il veut contribuer à construire, avec tous les « indignés », tous les anticapitalistes, tous ceux qui pensent que « les solutions à nos problèmes ne peuvent venir que de nous-mêmes », ce front des opprimés, cette unité des travailleurs sans laquelle rien n'est possible.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)